

# **Pour ouvrir un débat sur notre compréhension des processus révolutionnaires dans la région arabe**

vendredi 18 avril 2014, par [CHAWQUI Lotfi](#) (Date de rédaction antérieure : 18 avril 2014).

Le but de cette contribution est d'ouvrir un débat sur notre compréhension des processus révolutionnaires dans la région arabe et des tâches qui en découlent. Elle ne prétend pas faire le tour des questions soulevées, ni de les approfondir dans les limites de cet article. Il s'agit seulement à partir des dynamiques concrètes à l'œuvre de reprendre la discussion sur ce que peut être une révolution aujourd'hui et les difficultés qu'elles rencontrent. Mais le but est que cela contribue à une réflexion collective menée sur la durée.

**Rapport de force et irruption révolutionnaire :** Comment expliquer l'irruption d'un mouvement de masse révolutionnaire dans des pays où les rapports de forces s'étaient considérablement dégradés et où la plupart des luttes de la décennie (et même beaucoup plus) précédant l'évènement révolutionnaire, n'ont pas débouché sur des conquêtes partielles ou une avancée majeure dans la réorganisation des moyens de lutte ? Nous n'étions pas dans des situations marquées par une accumulation progressive des forces, des luttes partielles victorieuses et une reconstruction de l'unité d'action et confiance collective de larges secteurs des classes populaires. La plupart des luttes étaient localisée ou portée par des mouvements sociaux et démocratiques récents dont les acquis et les possibilités d'actions étaient très limités en Tunisie, Egypte et quasi inexistantes pour d'autres pays. Qu'est ce qui a permis que se développe, malgré cela, un mouvement d'ampleur qui a gagné en détermination révolutionnaire et radicalité sociale et politique ? Comment le mot d'ordre « le peuple veut la chute du régime » ou « Dégage ! » a contribué (d'une manière décisive ?) à massifier la mobilisation, à surmonter l'attentisme de certains secteurs populaires en cristallisant la détermination d'aller jusqu'au bout malgré la répression ?

**Revaloriser les facteurs moraux de la lutte ?** On a souvent, en bons matérialistes, cherché les fondements sociaux et économiques des soulèvements populaires (le poids des inégalités sociales, le taux de chômage, la marginalisation des régions etc...) et leur combinaison explosive avec des régimes despotiques parasites et cleptomane, mais qu'est ce qui a révélé au grand jour l'illégitimité des pouvoirs en place à un moment donné et nourri une détermination révolutionnaire ? Quelle est la portée subversive de la revendication de la dignité (nationale, collective, individuelle) qui a accompagné l'ensemble des processus révolutionnaires ? La dignité, bien plus que des revendications unifiantes d'ordre social ou économique a cimenté l'unité du peuple et les aspirations qui le traversent. Elle a permis de donner une expression commune à des facteurs très divers de rejet du système. La politisation de la dignité comme facteur moral de la lutte révolutionnaire, non « soluble » dans des manœuvres des pouvoirs a joué le rôle de « carburant de l'énergie révolutionnaire des masses », devant une force matérielle dans l'élargissement et la consolidation du mouvement de masse et l'expression de sa radicalité. Sa revendication a été motrice dans l'effondrement de la légitimité déjà restreinte du pouvoir et pose d'emblée la question dans une stratégie de lutte de la place des facteurs autres qu'économiques et sociaux.

**Revisiter la question des classes et forces sociales** et de leur rôle dans les processus :

La question des contradictions motrices : de quelle manière plusieurs décennies de soumission au néolibéralisme et d'intégration à la mondialisation capitaliste ont transformé les formations sociales ? Quelles sont les contradictions motrices qui expliquent la dynamique particulière de la lutte des classes au sens large ? Il semble, au moins sur le plan interne, que le trait principal des régimes d'accumulation

dominants repose à la fois sur la violence sociale liée aux formes contemporaines de dépendance mais aussi sur la généralisation des logiques de prédation opérées par les noyaux durs des classes dominantes. Ce n'est pas seulement l'existence d'une économie de rente (ce n'est pas le cas de la Tunisie par exemple) cristallisant des formes particulières d'un capitalisme périphérique adossés à des pouvoirs néo patrimoniaux (pour la plupart) mais le mode même d'accumulation qui repose sur une logique intensive et extensive de la prédation organisée (quel que soit d'ailleurs le type concret de régime politique). L'effet majeur est une dégradation significative des conditions de vie et de travail mais aussi une transformation de la physionomie interne et globale des classes dominées :

*-La place centrale du prolétariat immergé dans l'économie informelle de survie* dont le champ d'activité déborde l'espace public dans de vastes concentrations où fourmillent marchés ambulants, activités artisanales, commerce populaire, vente à la sauvette, activités saisonnières, travail journalier ou si l'on veut l'étage inférieure de l'économie de bazar et de la petite production marchande. Ce « prolétariat informel » se nourrit de l'exode rural mais aussi de la paupérisation de la petite bourgeoisie laborieuse et d'une manière relativement récente de l'explosion du chômage de masse des diplômés chômeurs. D'une manière un peu différente, mais avec la même proximité sociale et territoriale, il faut noter le poids des travailleurs précaires (surexploités dans les ateliers clandestins, le bâtiment, les transports, sans contrat de travail, ni droits élémentaires) et des travailleuses à domicile. C'est cet ensemble témoignant, malgré les différences de statut, de mêmes conditions précaires de travail et de survie mais aussi concentré dans les mêmes lieux physiques : les quartiers périphériques populaires intégrant en leur sein des bidonvilles, qui a constitué le « levier le plus déterminé » du processus révolutionnaire. L'activité de survie est organisée dans des espaces de production et réseaux de distribution à ciel ouvert que sont devenus les quartiers populaires qui ne sont pas seulement des lieux d'habitation mais des lieux de concentration économique et d'identification sociales.

*-Cristallisation d'un prolétariat intellectuel* : la jeunesse scolarisée d'extraction populaire autrefois destinée à la fonction publique quel que soit le niveau du diplôme et promise à une ascension sociale mais aussi des étudiants poursuivant des formations longues et qualifiantes souvent issus des classes moyennes ont donné progressivement naissance à un « prolétariat intellectuel » devant la restriction drastique des embauches suite à des politiques continues d'ajustement structurel. Ce « prolétariat intellectuel » concentre la crise générale des rapports sociaux et subit fortement la régression sociale. Il est au cœur de la cristallisation des mouvements démocratiques nouveaux mais aussi des contestations sociales

*-Le peuple de l'intérieur* : Dans la majeure partie des pays, les mobilisations de masse naissent, avant de connaître une massification et une extension dans les centres administratifs et politiques, dans les zones de l'intérieur du pays et plus spécifiquement dans les territoires sociaux considérés comme inutile du point de vue de la mondialisation et des politiques publiques. Là où se concentrent les excédents des migrations rurales que les grandes villes n'arrivent plus à absorber, le chômage de masse des jeunes et l'absence d'infrastructures publiques ou de tissu économique diversifié. Lieu de fixation à la fois du non développement urbain et des transformations des campagnes mais aussi de l'arbitraire policier. L'Égypte constitue une exception relative où la densité urbaine a fait côtoyer les zones inutiles dans le même espace urbain.

Ce qu'il faut peut-être souligner : *l'extension et diversification du prolétariat*, de ses couches constitutives et de ses modalités de lutte révolutionnaire. La place du prolétariat classique inséré dans des processus de production tournés vers le marché intérieur ou connectés au marché mondial ou faisant parti des employés du service publique (en gros la base réelle ou potentielle du syndicalisme traditionnel) a occupé une place différente du prolétariat informel dans les dynamiques en cours. Contrairement à une analyse très répandue, les couches en question n'ont pas été l'élément décisif de l'ébranlement social et politique. Leur participation a été de deux ordres : dans le cadre des mobilisations populaires comme des citoyens et comme travailleurs autour de revendications professionnelles offensives. Cet élément est important, les travailleurs (plus d'ailleurs du secteur public que du privé) ont saisi une brèche pour défendre leurs propres revendications immédiates mais ce n'est pas autour de celle-ci, ni à travers leurs modalités d'actions que s'est construit le centre de gravité du mouvement révolutionnaire.

Il faudrait aussi interroger *le rôle particulier des couches qualifiées du secteur public et de certaines corporations professionnelles* (avocats, juges, médecins par exemple) au carrefour des pressions sociales de l'agenda libérale et des pressions politiques de la dictature. Autrement dire voir comment se sont combinés les résistances de ceux qui avait quelques droits/acquis (mêmes très limités) et ceux qui n'avaient rien ou si peu.

Une interrogation importante souvent ignorée est celle du rôle de la paysannerie. Les pays de la région malgré une forte urbanisation ( bien qu'inégale ) ont une paysannerie significative. Avec des dynamiques complexes, émergentes qui restent à analyser. Il apparait cependant que les couches pauvres de la paysannerie ( sans terre ou tournée vers l'agriculture vivrière , le travail saisonnier ) ou encore les ouvriers agricoles n'ont pas participé en tant que telle et d'une manière massive aux processus ( même si il y a eu des mouvements et luttes ). Ce n'est pas une question secondaire : la question de l'accès à la terre et plus largement d'une réforme agraire reste singulièrement absente alors que sur le terrain économique, une des bases de l'accumulation capitaliste prédatrice locale et internationale, un des leviers essentiels de la richesse (et du pouvoir) des classes dominantes et de leurs alliés repose sur la propriété foncière et l'extension de l'agriculture d'exportation. Le statut de la paysannerie et de la terre est des éléments de la reproduction des rapports de force sociaux et politiques et la capacité à maîtriser les campagnes et l'opposer à la ville tant sur le terrain électoral que politique reste un élément de réajustement du pouvoir et des bases d'appui des forces politiques conservatrices.. Et en même temps, on ne peut ignorer l'émergence au sein même des territoires ruraux de « nouvelles aspirations » : celle d'un développement qui intègre les besoins fondamentaux, la lutte contre la marginalisation, l'accès aux services publics de bases...

Au-delà des analyses des forces sociales constitutives du camp populaire, il faut prendre en compte, en fonction des pays, les cristallisations culturelles, religieuses, nationales (kurdes, amazigh ou la question palestinienne en Jordanie) qui se combinent aux clivages des classes avec des articulations positives ou négatives selon la conjoncture concrète et le degré de légitimité morale et politique acquis par le mouvement révolutionnaire.

L'autre *pôle antagoniste* est également peu analysé. Au-delà des considérations générales sur le caractère prédateur, parasitaire, dépendant et souvent clanique et maffieux des classes dominantes ou de leurs fractions hégémoniques, il est nécessaire d'avancer dans l'analyse des différentes fractions des bourgeoisies locales , leurs formes d'intégration à la mondialisation capitaliste, leurs rapports au pouvoir, les interpénétrations entre les « capitalistes de marchés », la bourgeoisie bureaucratique, l'armée, leur place géopolitique afin de mieux saisir leurs contradictions internes et intérêts spécifiques. Du Maroc où la bourgeoisie toutes composantes confondues n'a pas d'expression politique autonome à l'Egypte où le conflit armée/Frères musulmans traduit aussi en partie des rivalités d'intérêts au sein même du bloc dominant, il est nécessaire de procéder à des analyses concrètes qui expliquent les dynamiques propres des contre révolutions, les capacités d'agglomérer ou non des appuis sociaux et le champ des divisions internes potentielles ou réelles face au mouvement populaire. Les situations sont en réalité très diverses.

**Dynamiques internes du mouvement populaire :** le peuple révolutionnaire n'est pas homogène. Les ruisseaux qui font le fleuve de la rébellion naissent de sources différentes même si ils sont, jusqu'à un certain point, l'effet combiné du mode autoritaire et prédateur des politiques mises en œuvre sur la longue durée. Il y a d'une manière schématique trois piliers : le mouvement démocratique centré sur la défense des libertés, le mouvement du prolétariat informel urbain ou semi urbain, les couches de salariés et d'employés pour une grande partie liées à la fonction publique ou d'entreprises récemment privatisées. C'est la jonction de ces trois forces qui a constitué le « volcan social » et polarisé la grande majorité dans les actions révolutionnaires de masse en particulier pendant les occupations, y compris en réalisant le dépassement des lignes de fractures traditionnelles (entre ruraux et urbains, confessions et appartenances culturelles différentes, le petit peuple et des secteurs des classes moyennes, hommes et femmes, générations diverses.. ;). Mais ce bloc social n'est pas unifié politiquement. Il pose seulement la question des alliances potentielles, nécessaires pour redéfinir un projet d'émancipation alternatif et majoritaire. L'étude de forces sociales lorsqu'elles se mettent en mouvement permet de voir les difficultés concrètes et contradictions qui apparaissent. On a pu voir par exemple le mouvement démocratique (libéral au sens politique ) défendre ou au contraire rejeter les mobilisations ouvrières considérées parfois

comme corporatistes et pas assez politiques. On a pu voir des secteurs du mouvement syndical ignorer les mobilisations populaires et sociales qui ne sont pas directement professionnelles etc... Ce qui complexifie encore la situation est que la contre révolution n'a pas seulement des appuis dans la grande bourgeoisie mais peut aussi trouver une assise dans certaines couches populaires. Ces différents mouvements se rejoignent ou se séparent, se recomposent ou prennent une place plus importante à telle ou telle phase de la lutte, mais ce qui apparaît d'une manière très forte est qu'il y a une pluralité de forces révolutionnaires sans qu'existe d'une certaine manière une force dirigeante principale ou décisive. Il faut aussi intégrer les différentes formes d'expression générationnelles et sociales qui traduisent des ruptures dans la façon de faire la politique et de s'organiser en particulier au sein de la jeunesse.

### **Lutte révolutionnaire de masse :**

**La question de l'occupation :** les processus apportent-ils un début de réponse sur les formes de luttes de masses capable de changer les rapports de force et d'ouvrir une dynamique de rupture avec le pouvoir ? Est-ce que le mouvement réel est entrain de produire, inventer de nouvelles modalités de confrontation généralisée avec le pouvoir d'état ? Dans la mesure où nulle part il n'y a eu de destruction de l'Etat profond (à l'exception de la Lybie mais sous des formes particulières) , il est difficile de tirer des conclusions. Cependant, il apparaît que la forme que s'est donné le mouvement de masse pour imposer son autodétermination politique et la rupture avec ceux qui gouvernent a reposé sur l'occupation comme forme centrale d'auto-activité du mouvement, permettant à la fois d'unifier l'action populaire, d'établir sa légitimité, d'homogénéiser ses revendications, de déstabiliser l'appareil de répression. L'occupation a nourri et s'est nourri de manifestations de masse. Dans ce processus, les appels à la grève sont en réalité des appels à des manifestations ou à rejoindre les places. Il n'y a pas eu de grèves comme forme d'activité spécifique aboutissant à l'occupation permanente ou non des lieux de travail, à une échelle significative, et autour de mots d'ordre politiques globaux, et encore moins de grèves générales (même si il y a eu des appels en ce sens) développant à la fois des formes étendues de blocage économique et polarisant politiquement la dynamique populaire. Elles n'ont pas été la colonne vertébrale de la construction du mouvement populaire et de la confrontation même si elles ont joué un rôle dans l'élargissement des fronts de lutte ou dans certains cas pour l'initier. C'est l'occupation adossée à des manifestations de masses pour conquérir l'espace public qui a joué le rôle de centralisation de l'action de masse. Articulée à des mots d'ordre politique clairs (« le peuple veut la chute du régime ») elle a abouti non seulement à un isolement du pouvoir et l'éclatement au grand jour de son illégitimité mais aussi à disloquer jusqu'à un certain seuil l'efficacité des appareils de répression et l'appareil administratif et politique dominant. Le blocage de l'espace publique ne fait pas que traduire le poids social grandissant des couches populaires non stabilisées dans les processus de production , il traduit aussi l'épuisement des formes de luttes traditionnelles qui par le passé ont été dans l'incapacité de déplacer les rapports de forces. D'une certaine manière l'occupation représente la forme « moderne » de la « grève de masse » intégrant d'une manière combinée manifestations, blocage de l'espace public et désobéissance civile massive. En Lybie, Syrie le pouvoir a enclenché un processus de militarisation de la répression avant que s'impose une dynamique d'occupation massive et généralisée en plein mouvement ascendant de la contestation pour éviter que se construise un contre-pouvoir doté d'une autorité morale et politique supérieure.

**-Une dimension pacifiste ? :** La question de la destruction de « la vieille machine d'Etat », de son noyau dur, n'a eu lieu nulle part, sauf en Lybie (sans que dans ce dernier cas ne surgisse un nouveau pouvoir légitime mais où derrière le chaos apparent s'est ouvert un processus lent et complexe d'organisation politique et sociale au cœur de la société). Le processus révolutionnaire, pacifique dans ses formes initiales, condition de son ancrage populaire et de la construction d'une légitimité publique, reste confronté à la question du monopole de la violence organisée. Les formes d'autodéfenses adoptées, souvent rudimentaires, appuyées par un mouvement massif ont permis dans certaines situations, de diviser l'appareil répressif mais sont inefficaces face aux bandes armées privées et étatiques, connectées directement à la mafia régnante. Si dans certaines conditions le mouvement pacifique a pu imposer le départ du tyran, ces conditions sont liées à une conjoncture spécifique, qui probablement a peu de chance de se retrouver dans l'avenir. Un approfondissement du processus révolutionnaire allant jusqu'à remettre en cause le pouvoir politique et économique des classes dominantes y compris en Tunisie et en Egypte ou

lorsque le mouvement de masse devient incontrôlable, malgré les manœuvres et concessions, se heurte et se heurtera frontalement à la contre révolution armée. Contrairement à bien des schémas passés où existaient des processus politico-militaires au cœur même d'une dynamique d'accumulation des forces (guerre populaire prolongée, guérilla) ou l'intégration d'une dimension armée au soulèvement populaire organisé (grève générale insurrectionnelle), nous sommes en face de mouvements qui se construisent « sans agenda militaire » face à des pouvoirs surarmés. Leur armement se fait progressivement sous la pression de la guerre menée par le régime mais dans un contexte immédiatement marqué par des interventions régionales/internationales directes ou indirectes et sans articulation construite avec les coordinations civiles de la contestation populaire. La question de l'autodéfense mais aussi plus largement de la combinaison d'un mouvement civil, populaire et de résistances armées est au cœur des dynamiques objectives de transformation révolutionnaire à un moment ou un autre du processus. Cette donnée pose des questions nouvelles sur la capacité d'un mouvement populaire à organiser un appui de masse et le conserver tout en faisant évoluer ses formes de luttes, les adaptant à la stratégie de l'ennemi et sans aliéner sa capacité d'intervention autonome. L'existence même de territoires « libérés » ne règle pas la question du différentiel militaire et les formes actuelles de la guerre intensive montrent qu'il est illusoire de pouvoir stabiliser des pouvoirs civils-armés réalisant même partiellement et sur un territoire donné un début de transformation démocratique.

Une auto-organisation partielle et conjoncturelle : Si la question des formes possibles de la violence révolutionnaire organisée des masses est posée pour aboutir à la destruction de l'Etat profond, la question des modalités de construction d'un pouvoir populaire l'est tout autant. L'auto-organisation liée à la gestion de l'occupation, des manifestations de masses ou de défense des quartiers contre la répression a été éphémère et inégale. Il n'y a pas eu non plus de construction même partielle de contre-pouvoirs territoriaux (et encore moins sur les lieux de travail) qui auraient pu être des points d'appui à la construction par le bas d'un pouvoir populaire lié organiquement au processus révolutionnaire. Le niveau de conscience générale ne dépasse pas l'exigence de la chute du tyran et de ses alliés et sans formulation d'une alternative de pouvoir. Il faut aussi noter la prégnance dans la conscience des masses d'une forme particulière du « fétichisme de l'Etat » associé en partie au lourd héritage des indépendances formelles où l'Etat national devait prendre en charge le développement et répondre aux demandes sociales mais aussi à la faiblesse historique des expériences de luttes de masses indépendantes.

D'une manière générale, les premiers vagues révolutionnaires montrent à la fois une capacité de riposte de masse, un grand niveau de combativité et de radicalité, des formes de luttes qui rompent avec la paix sociale réalisent une force commune entre « tous ceux qui ne veulent plus être dirigés comme avant » mais aussi une difficulté profonde à mener le plus loin possible la rupture avec l'ordre établi, à la fois sur le terrain de la construction d'un pouvoir parallèle/antagonique imposé pacifiquement ou/et par la voie de résistances populaires armées. Il n'en reste pas moins que l'occupation dans le sens défini plus haut de grève de masse politique apparaît comme la voie principale pour ouvrir une situation révolutionnaire mais reste insuffisante pour imposer un niveau de rupture important avec l'Etat profond.

**Révolution permanente ?** : contrairement à l'analyse classique (ou d'une de ses interprétations) d'un processus ininterrompu (par phases déterminés par le niveau d'indépendance et de lutte des classes exploitées ) d'une révolution démocratique (« bourgeoise ») vers une révolution socialiste, nous sommes dans une configuration différente. Le moment démocratique-populaire n'est pas synonyme ou réductible à une révolution démocratique bourgeoise. La question de la démocratie, telle qu'elle posée en creux par le mouvement de masse, concerne le rapport concret de l'Etat à la société et pas seulement la forme du régime politique. Les Etats ne sont pas seulement une superstructure où se loge le pouvoir despotique mais le lieu de reproduction des conditions sociales, politiques et économiques d'un régime d'accumulation prédateur et dépendant et de rapports de domination autoritaires qui enveloppent l'ensemble des rapports sociaux. La question démocratique prend un contenu de classe révolutionnaire qui ne se limite pas aux canons classiques d'une révolution bourgeoise. Elle est potentiellement le moteur de la révolution sociale (et pas seulement son antichambre ou le prélude) et de la reconstruction d'une conscience anticapitaliste. Ce qui unifie le bloc populaire au-delà de la diversité des questions sociales et des formes d'exploitation et d'oppression, c'est l'aspiration à un pouvoir sans corruption, réalisant l'égalité réelle, soucieux de l'intérêt général des populations et incarnant un progrès social effectif, toute

choses impossibles sans un pouvoir authentiquement sous contrôle populaire à tous les niveaux. L'exigence récurrente de se débarrasser des petits Moubarak et ben Ali, la défiance importante et aiguisée contre ceux qui gouvernent à tous les échelons, y compris dans les administrations et sur les lieux de travail constitue la colonne vertébrale de cette aspiration démocratique radicale qui se combine au refus d'un pouvoir autoritaire quel que soit son visage (religieux, militaire, civil). Autrement dit, la résolution de la question démocratique nécessite la destruction de l'Etat réel et ne peut se limiter à l'instauration de nouvelles façades démocratiques. Ce sont y compris les avancées concrètes dans la lutte démocratique de masse qui ouvre la voie à l'expression politique de la question sociale. Dit autrement, la dynamique anticapitaliste potentielle n'a pas pour point de départ la question de la propriété mais le contenu démocratique du changement afin d'assurer une reconnaissance réelle des droits ; libertés aux différents niveaux de la société et l'avènement d'un Etat de type nouveau (non corrompu, non despotique, soumis aux impératifs de la justice sociale) comme préalable et conditions pour régler la question sociale. L'approfondissement de la révolution démocratique est le moteur de la reconstruction d'une conscience progressiste public, ouvrière populaire et le cadre d'expression politique des antagonismes fondamentaux.

Dans cette dynamique, plus qu'une classe ouvrière alignée sur des grandes concentrations industrielles, les forces motrices d'un changement radical sont multiples et diverses. La question d'un *bloc ouvrier populaire* avec plusieurs forces motrices doit être sérieusement envisagée comme condition de la construction d'une hégémonie majoritaire et inclusive et capable de mener la lutte jusqu'au bout. Ce n'est pas seulement la question de l'alliance avec et autour de la classe ouvrière mais la prise de conscience que les forces qui ont un intérêt pour un changement radical, y compris dans un sens anticapitaliste sont plus larges et plus diverses. La question du devenir de la question agraire comme question cruciale de la libération nationale et démocratique reste néanmoins posée en creux et constitue à cette étape un des maillons faibles de l'approfondissement du processus.

*La dimension régionale et mondiale* est ambivalente. Les peuples en lutte se sont concentrés sur l'adversaire principal et immédiat que constituent les dictatures en place dans chaque pays. Il n'y avait pas de dimension « pan arabe » aux luttes nationales locales. Tout comme les appels à la solidarité internationale ne se limitaient pas, loin de là, aux peuples de la région. Certes, il y a bien une dynamique régionale qui ne se réduit pas à la somme des contestations nationales mais on ne trouve quasiment pas de mots d'ordre politiques supra nationaux. Sans doute, il y a ici la prise de conscience que les pouvoirs en place sont les premiers obstacles à une unité des peuples mais aussi la cristallisation historiques de formations sociales et nationales spécifiques qui font de la région autre chose qu'un tout homogène ou une simple chaîne de dominos. Le mouvement même de contestation se heurte aux spécificités nationales, en termes de structure de pouvoir politique, de mode d'intégration dans l'économie et politique mondiale, d'héritages des luttes passées, de particularités des structures sociales même si il y a un effet de « combinaison ». Autre élément à prendre en compte pour la réflexion : les mots d'ordre politiques supranationaux hérités d'une autre période historique tant pour ce qui relève de « l'inter-nation arabe » que de « l'Europe » sont partiellement dépassés ou insuffisants devant le basculement du monde et les réalités globales façonnées par la mondialisation. Il apparaît par exemple que la Méditerranée dans son ensemble émerge comme « zone des tempêtes » et « chaînes de maillon faible » du système impérialiste et capitaliste mondial. C'est dans cette nouvelle-ancienne région du monde que se cristallise à la fois les contradictions internationales les plus aigües mais aussi que s'accélère le rythme général des contradictions internes. L'avenir même des dynamiques de luttes imbrique fortement de nouveaux combats pour de réelles souverainetés nationales ( les luttes pour une nouvelle indépendance sans tutelle néocoloniale) ouverte sur une redéfinition radicale des hiérarchies et inégalités qui façonnent le système monde dans lequel les périphéries du sud européen rejoignent les périphéries classiques qui composent la région arabe. La lutte pour une méditerranée des peuples devrait trouver une formulation politique adaptée dans le cadre d'un nouveau projet socialiste régional et mondial.

### **Les visages de la contre révolution et l'intervention impérialiste :**

Les classes dominantes cherchent à contrôler les processus révolutionnaires ou à les écraser dans le sang. Dans le premier cas, le schéma est bien celui d'une transition ordonnée maintenant la continuité des appareils d'état quitte à intégrer des ajustements mineurs ou un renouvellement constitutionnel et du

personnel politique. La Tunisie est sans doute le « modèle » le plus abouti. L'Assemblée constituante est apparue non pas comme un levier pour une remise en cause radicale, y compris sur le terrain institutionnel, des arcanes de l'Etat profond mais comme un moyen d'institutionnalisation de la révolution en la cadenassant dans les limites d'une façade démocratique intégrant plus ou moins des droits sous la pression du mouvement de masse. L'objectif des « réformes constitutionnelles » visent à redéfinir les réajustements internes propre aux classes dominantes en marginalisant les fractions liées aux familles régnantes tout en mettant en place des mécanismes de neutralisation et de cooptation des oppositions réelles ou potentielles (l'échec des islamistes tient pour partie à leur incapacité à formuler un projet institutionnel intégrant ces fonctions, en plus de leur attachement à la voie néolibérale). Une lecture attentive des réformes sur ce terrain laisse entrevoir non pas la mise en place d'une démocratie restreinte mais garante d'un certain nombre de droits mais la mise en place progressive d'un jeu électoral et institutionnel, pluraliste en apparence, mais qui tend à dépolitiser les questions sociales et restreindre le champ de contestation politique. Le temps politique doit se restreindre au temps électoral et institutionnel imposant une légalité qui fonctionne comme un contenant des oppositions et un refoulement de la légitimité politique propre, indépendante de l'action de masse révolutionnaire. C'est au nom de cette légalité que les islamistes ont contesté à des degrés divers leur départ du pouvoir ou que le gouvernement de transition (Tunisie) ou l'armée en Egypte appelle à la stabilité et l'ordre. *La contre révolution « démocratique »* enferme l'horizon de la gauche dans le respect des institutions et des échéances électorales et dans l'illusion d'une stratégie politique visant soit à faire pression sur le gouvernement à travers des batailles partielles soit à envisager une victoire progressiste par les urnes. Le temps politique de la gauche, de ses fractions les plus significatives n'est pas la relance d'un mouvement de masse assumant la généralisation de la confrontation et la construction d'un rapport de force global. Mais surtout les transitions en question ont pour caractéristique centrale l'instauration de systèmes politiques dans lequel le pluralisme légal réajusté ou concédé ne reflètent pas ou d'une manière extrêmement limité le pluralisme politique et social réel. Non pas parce qu'il exclue d'emblée les forces politiques contestataires (ça reste le cas dans la majorité des pays et y compris en Egypte) mais parce qu'il leur impose un mode de fonctionnement et d'existence légale soumis à des conditions draconiennes. Cette transition ordonnée ne se limite pas en réalité à se débarrasser de la tête pour conserver le corps mais aussi à tester de nouveaux mécanismes d'intégration, de neutralisation et de cooptation dans une « gouvernance électorale » balisée mais dont l'essence reste compatible avec l'Etat profond et les exigences impériales : respect de la mondialisation capitaliste, des équilibres géopolitiques, respect des institutions bureaucratiques et des corps dirigeants. Dans sa dynamique concrète, elle cherche à stabiliser des façades démocratiques intégrant partiellement ou non des concessions au mouvement de masse et aux oppositions mais dans la majeure partie des pays, il s'agit essentiellement de redorer le blason des régimes autoritaires. La Tunisie reste une exception relative compte tenu de l'histoire différente de l'armée, de la force relativement importante du mouvement syndical et des oppositions politiques, de l'existence d'une vieille tradition constitutionnelle mais là aussi rien n'est en réalité stabilisé et l'on ne peut conclure hâtivement que l'établissement d'une « constitution démocratique » inaugure d'une transition Vers un Etat de droit. Quelles que soient « les réformes », les changements partiels de régime politique, le niveau de concessions démocratique, le pays légal n'est pas en mesure de canaliser par la voie institutionnelle les contradictions sociales et démocratiques qui ont rendu possible le processus révolutionnaire mais on ne peut sous-estimer les effets possibles d'une acceptation des « règles du jeu » à un degré ou un autre par les forces politiques critiques et leur intégration même comme opposition dans le système politique réel.

Les marges sont en réalité étroites. Les aspirations démocratiques multiples des mouvements de masse et de la population ne peuvent se canaliser dans une formule de gouvernement assurant le replâtrage de l'ancien et le monde clos des élites. A plus forte raison quand les questions sociales sont léguées à l'arrière-plan et que continuent, voire s'aggravent les politiques antipopulaires. Mais aussi pour d'autres raisons. Sans les citer toutes :

-*La nature organique des Etats dépendants* dans cette région du monde et de leur place dans l'échiquier de la mondialisation (comme garants des logiques de prédation néolibérales) et la nature spécifique des classes dominantes (« compradores » et « parasites ») font que les modes d'organisation politique reposent sur une corrélation étroite entre despotisme/dépendance/paupérisation. Il n'y a pas de flexibilité

excessive dans les formes de domination possible.

*-Le rôle particulier des monarchies du golfe* profondément hostiles aux formes parlementaires et bourgeoises des régimes politiques et qui ne peuvent accepter des ouvertures démocratiques mêmes limitées menaçant leurs légitimités théocratiques et leur propre stabilité, à plus forte raison si s'établissent des transitions démocratiques contradictoires avec l'expansion maffieuse et ultra libérale des capitaux du golfe dans cette région. Il est nécessaire de réévaluer la politique du CCG. Loin d'être seulement des « marionnettes » de l'impérialisme dont il défend par ailleurs les intérêts stratégiques dans la région, les Etats du golfe ont également des intérêts immédiats spécifiques liés à l'expansion ces 15 dernières années des investissements massifs dans certains secteurs parfois stratégiques, couplé à un financement direct d'une partie des budgets des Etats (c'est particulièrement visible en Egypte mais c'est vrai jusqu'à un certain point en Tunisie et au Maroc par exemple) , sans compter la place occupée dans les fonds souverains et les marchés financiers également en expansion dans cette région ; faisant d'eux un « sous impérialisme régional » à défaut d'être une puissance émergente. Leurs positions particulières dans les rapports de force actuels leur permet à la fois de jouer le rôle de médiation politique pour canaliser les soulèvements (Syrie, Yémen) , de vecteur financier et militaire aux interventions ( Lybie, Bahreïn, Syrie) et de garant politique des intérêts des régimes les plus réactionnaires. Faut-il rappeler que l'Arabie saoudite à elle seule a été le premier importateur d'arme de tous les pays du sud durant la dernière période ? Cette position construite à la faveur des vagues de libéralisation représente un intérêt important pour disputer le leadership régional, contre balancer l'influence de l'Iran et la Turquie. Reste que compte tenu de la nature particulière des dictatures parmi les plus réactionnaires du monde, la dynamique contre révolutionnaire appuyée par ces états ne s'embarrassent pas de trouver une couverture démocratique. Elle appuie la stabilité des piliers autoritaires des régimes existants et forme les bandes politiques et armées dotés des idéologies rétrogrades quand ils sont menacés. Au cœur du dispositif impérialiste et de l'expansion capitaliste, le processus révolutionnaire se heurte frontalement au rôle des Etats du CCG qui sont ses adversaires stratégiques les plus résolues.

Le troisième pilier de la contre révolution (en plus des classes dominantes locales et des Etats réactionnaires de la région ) sont *les divers impérialismes adossés ou non à l'Etat d'Israël*. Si les impérialismes traditionnels (européen et américain) semblent dépassés par les événements, il est excessif de penser qu'ils sont relégués sur la défensive. D'une part, ils conservent des appuis locaux multiples (des Frères musulmans en passant par les forces néolibérales reconstitués et les partisans de l'ancien régime) et nulle part il n'y a eu de remise en cause même partielle du cadre général de leur domination : respect du statu quo avec l'Etat d'Israël, maintien des cadre de libre échange et d'intégration à la mondialisation, poursuite avec le contrôle des institutions financières internationales des politiques antipopulaires et quoi qu'on en dise, une gestion encore efficace et flexible des effets du processus révolutionnaire pour que celui-ci soit contenu dans nombre de pays , écrasé dans d'autres, canalisé pour le moment là où le processus a marqué des points. Par ailleurs, la montée en puissance d'autres impérialismes (Russie, Chine) ou d'ambitions régionales affirmées (Iran) avec des formes d'interventions militaires directe ou indirectes, montrent, qu'au-delà des déplacements relatifs de force géo stratégiques , les peuples font face à des politiques impérialistes violentes ou soft, directes ou indirectes , économiques ou militaires, menées par des grandes ou moyennes puissances mais dont l'effet global est le même.

Il ne reste pas moins qu'au-delà de l'analyse du jeu des puissances dans un cadre plus multipolaire, il faut se pencher sur l'impact des interventionnismes armés ou non dans le blocage possible des processus révolutionnaires. Il apparait assez nettement que les Etats du golfe constituent un verrou stratégique pour un approfondissement des processus révolutionnaires mais aussi l'effet combiné des anciens/nouveaux impérialismes sur la durée. Il n'est pas certain que la construction d'un monde multipolaire se traduise par l'élargissement des marges de manœuvres des peuples contrairement aux visions néo campiste ou en comparaison à ce qu'a pu être l'appui objectif des « états socialistes » durant les luttes de libération nationale. A plus forte raison quand des états dits « progressistes » en Amérique latine soutiennent à un degré ou un autre certaines contre révolutions.

L'autre élément tragique mais qui constitue une évidence est *la disposition des dominants à mener une contre révolution armée contre les populations*. La majeure partie des maffias dirigeantes estiment que si



les tyrans sont tombés en Egypte et en Tunisie c'est pour ne pas avoir écrasé dans l'œuf la contestation populaire. La contre révolution armée vise d'une part à rendre impossible l'émergence d'une direction inclusive du mouvement et de ses capacités d'auto organisation mais aussi à internationaliser le conflit en jouant sur les contradictions d'intérêts entre différents impérialismes. Il apparait nettement que la destruction barbare et la stratégie du chaos est une voie réaliste pour assurer à n'importe quel prix la survie du régime comme en témoigne l'exemple de la Syrie. Mais cette voie n'est possible qu'en raison du soutien affiché de puissances régionales et la complicité/passivité des « grandes puissances ». Nous avons ici une vérification de l'impact des rapports de force internationaux sur les dynamiques internes. Cela est vrai même lorsqu'il n'y a pas de militarisation de la répression ou que celle-ci est limitée dans le temps. Le soutien des monarchies du golfe aux militaires en Egypte participe du maintien du statuquo. Tout comme les appuis aux différents régimes acculés à des réformes même limitées. D'une manière générale, Les pouvoirs dont la légitimité interne est faible ou restreinte ou en situation de le devenir mobilise les alliances internationales alors que le mouvement de masse ne peut compter que sur ses propres forces sans réel appui international.

### **Une instabilité prolongée ?**

Le propre des vagues révolutionnaires est d'imposer, tant qu'elles ne sont pas renversées, aux classes dominantes des réajustements en profondeur de leur mode de domination sans qu'elles en aient nécessairement la capacité. La force interne du mouvement populaire, malgré des phases de reflux et des difficultés de maintenir et développer sur la durée l'unité du peuple, pèse sur « les processus d'en haut ». En même temps, les classes populaires n'émergent pas comme sujet politique pour soi, capable d'imposer une réorganisation en profondeur de l'Etat et des rapports sociaux. Dit autrement, aucune des classes (ou ensemble de forces sociales) n'est en capacité d'imposer une nouvelle hégémonie et prendre la direction politique de la société. Cette crise de l'hégémonie a des racines globales. Elle affecte l'ensemble des regroupements politiques et sociaux. Plus rien n'est possible comme « avant » mais rien de nouveau vient se substituer à l'ancien. La chute et crise de la mouvance islamique dans un temps très court et simultanément dans plusieurs pays ne fait pas que traduire la défiance rapide et générale envers tous ceux qui ne représentent pas un cours nouveau fidèle aux aspirations de la révolution, mais l'incapacité des classes dominantes à régénérer un consensus et à légitimer la normalisation. Et en même temps, à défaut d'alternative concrète, c'est un nouveau balancier vers l'ancien qui s'impose au moins temporairement (gouvernement technocratique, armée). La crise sociale, économique, politique est tellement profonde qu'elle ne peut avoir de solutions immédiates et globales. Dans cette configuration, la lutte des classes prend la forme d'une succession de luttes partielles et/ou nationales qui mettent à mal les tentatives de stabilisation sans pour autant réussir à franchir le palier d'une rupture ou d'un début de rupture avec l'ordre établi. Ainsi la vague actuelle de grèves ouvrières en Egypte témoignent de la brèche ouverte par le processus qui permet aux travailleurs de défendre leurs revendications propres renforçant les éléments de crise politique mais en même temps il s'agit d'une lutte partielle ( même si elle est de masse ) d'un des secteurs de la révolution sans connexion avec les autres fractions populaires et démocratiques ni même les travailleurs du secteur privé. Elle témoigne du niveau moyen d'exigences politique qui traversent la société : lutter pour arracher des droits, améliorer les conditions de vie et de travail en comptant sur ses propres forces mais dans le cadre de l'Etat tel qu'il est. Il s'agit surtout de faire pression pour que le gouvernement apporte des reformes. Certes cette expérience est importante : elle fait émerger une dynamique de coordination des luttes, ouvre un espace aux orientations combatives du syndicalisme indépendant, dessine des revendications qui ont une portée sociale et politique (droit à l'éducation et la santé, répartition des richesses, libertés démocratiques, place du service publique etc..) mais elle n'est pas le point de départ d'une lutte d'ensemble, pas plus que la combativité réelle ne traduit par des avancées dans la conscience démocratique révolutionnaire et anticapitaliste. Il ne s'agit pas d'ignorer que ces mobilisations, au-delà de leurs résultats immédiats, fragilisent les projets de restauration ordonnée du pouvoir, remettent sur la scène politique l'urgence sociale, fissurent le « consensus antiterroriste » mais ne redeploient pas pour autant le mouvement ouvrier et populaire vers une nouvelle phase de confrontation ou une radicalisation anti sissi et surtout restent pour le moment sans relais politique.

Dans les autres pays où le processus a été contenu (Maroc, Algérie, Jordanie, Liban...) pour des raisons

diverses et parfois spécifiques, il y a en réalité un « resserrement » et approfondissement des contradictions qui n'ont pas encore trouvé un terrain d'expression globale. Mais la situation est potentiellement tout aussi instable avec le risque d'explosions violentes sur le moyen terme et l'émergence de revendications plus radicales. En réalité les pouvoirs ont gagné du temps mais les processus de délégitimation sont réels et bien entamés. Derrière le semblant de l'accalmie ou de mobilisations récurrentes de masse mais en difficulté de généralisation (Jordanie, Yémen et d'une manière différente Oman) les éléments de nouvelles vagues révolutionnaires se reconstruisent progressivement mais si on ne peut en définir les rythmes.

En ce sens la notion de processus révolutionnaire prolongée est correcte. Toutefois elle ne signifie pas une permanence des situations révolutionnaires à tout moment et partout et encore moins que le mouvement de masse est systématiquement à l'offensive. Il faudrait également dire qu'il y a un processus contre-révolutionnaire prolongé. La discussion sur les rapports de forces ne peut s'appuyer seulement sur le constat d'une tendance générale, potentielle et partiellement réel où ceux qui ne veulent plus être gouvernés comme avant s'insurgent contre ceux qui dirigent et qui n'arrivent plus à rétablir un ordre légitime. Il faut aussi tenir compte du développement inégal des contradictions et des mobilisations, de l'absence d'une expression politique crédible des aspirations du mouvement de masse, des décalages entre le niveau de combativité et le niveau d'organisation et de conscience, des résultats très contradictoires sur le terrain des acquis réels, de la difficulté non résolue de réaliser un front des classes populaires etc... mais aussi de l'offensive des classes dominantes qui cherchent à mener une guerre d'usure visant à épuiser le mouvement faute d'alternatives, à institutionnaliser la révolution, à diviser et réprimer parfois avec succès le mouvement de masse. Si nous ne sommes pas dans une situation thermidorienne, nous ne sommes pas non plus dans une situation d'accumulation des conditions sociales et politiques d'une rupture progressiste. L'élément moteur reste la nouvelle capacité de résistance de masses mais celle-ci n'est pas une donnée figée. Pèsent maintenant le poids de la crise du facteur subjectif au sens large. Le mouvement de masse ne peut dépasser par sa dynamique propre les carences antérieures en termes d'organisation, de traditions de luttes, d'expériences accumulées sur différents terrains, de construction de capacités collectives et de repères politiques. Il n'abolit pas non les tendances au repli générées par l'absence de perspectives immédiates et les conditions de survie et de précarité des majorités populaires. Pas plus les fractures sociales, géographiques et générationnelles qui traversent le camp populaire et qui ne sont dépassées qu'exceptionnellement et sur une courte durée. La lutte pour renverser le système et pas seulement le tyran ou un gouvernement déterminé ou pour imposer des réformes substantielles nécessitent un rapport de force politique de type nouveau inexistant pour l'heure. L'erreur serait d'isoler des éléments conjoncturels ou marquant une conjoncture concrète de l'ensemble des contradictions qui façonnent et travaillent les rapports de force à un moment donné. Le propre du processus est qu'il combine des luttes partielles massives et d'un type nouveau (sur le terrain des revendications, des acteurs sociaux et des formes d'action) avec les éléments d'un mécontentement général profond, durablement installé mais la relance d'une vague révolutionnaire où les « masses sont en fusion » nécessitent une combinaison des contradictions sociales et politiques qui mettent en mouvement les différents secteurs sociaux et démocratiques de la révolution. Et la possibilité d'un saut qualitatif nécessite une perspective politique, inexistante pour l'heure, de remise en cause globale du pouvoir réellement existant. La crise est du côté des dominants et des dominés. Cette crise est prolongée et donne aux processus actuels le caractère (inédit ?) d'une « révolution au ralenti » sans défaite ni victoire tranchée combinant des éléments de crise de domination et de légitimation (pour ceux d'en haut, à différents degrés) et d'une crise de perspective, elle plus systématique, au-delà des situations conjoncturelles de flux et reflux.

Une question se pose qui peut rejoindre en partie le débat sur la possibilité d'un « Thermidor » ou à l'inverse des voies d'approfondissement du processus. S'il ne s'agit pas de répéter une erreur d'analyse que notre courant (et d'autres) a faite il y a quelques décennies concernant les sorties des dictatures (en Espagne, Portugal et Amérique latine) où *grosso modo* les possibilités d'une transition démocratique suite à une pression importante du mouvement de masse étaient exclues, suggérant que la dictature ne pouvait être que détruite par une révolution sociale, analyse qui sous-estimait les capacités d'ajustement des formes de domination des classes dominantes et l'impact des compromis sociaux et politiques que réalisait les oppositions et le pouvoir pour gérer la transition, il ne s'agit pas à l'inverse, pour la région arabe, de

considérer cette potentialité comme acquise à plus ou moins terme. Pour les raisons exposés plus haut mais aussi en raison même du contexte global de la crise du capitalisme qui restreint les capacités sociales et politiques des bourgeoisies dépendantes dans cette région en particulier à inventer un nouveau cadre institutionnel légitime fondé sur des compromis sociaux et démocratiques réels. Ce point est important car nombre d'analyses partent du présupposé qu'une démocratie stabilisée (même si elle est restreinte par certains aspects) avec ce que cela implique comme type de mots d'ordre, de rapports aux élections et institutions, de stratégie de lutte. Nous ne sommes pas encore là.

### **Crise de la perspective socialiste et de la gauche**

La crise du projet socialiste dans ses multiples dimensions se reflète très concrètement dans les processus en cours. L'imaginaire politique des révolutions en cours ne se nourrit pas d'un projet d'émancipation globale et le socialisme comme projet historique ne retrouve pas nécessairement des couleurs. L'horizon politique du mouvement réel du moins à cette étape ne dépasse pas l'exigence d'un Etat de droit et distributif assurant la justice sociale, la fin de la corruption et de l'autoritarisme. Même si il est très juste que les exigences portées sont antagoniques avec les structures sociales et politiques des pouvoirs capitalistes dépendants et que les masses ne se radicalisent pas à partir d'un projet idéologique ou d'une certaine idée de l'alternative, il n'en reste pas moins qu'est très prégnant dans la conscience collective une forme de « fétichisme de l'Etat », héritage du mouvement nationaliste et « socialiste » dans les formulations qui ont abouti à la construction des Etats nationaux (et des oppositions ) mais pas exclusivement. Sans doute le poids de l'urgence sociale implique des solutions immédiates même partielles qui ne peuvent être renvoyées aux calendes grecques et à plus forte raison lorsque n'émerge aucune alternative de pouvoir crédible. En l'absence de celle-ci, la logique du mouvement de masse est de défier ceux qui paraissent hostiles aux revendications de la révolution ou/et de faire pression sur ceux qui gouvernent pour qu'ils respectent leurs promesses. La révolution sait ce qu'elle ne veut pas, elle ne sait pas ce qu'elle veut. Nous sommes dans un cycle où se combine guerre de mouvement et guerre d'usure portées par des camps sociaux opposés sans que le nouveau arrive à s'imposer. La crise de la perspective socialiste se traduit bien dans l'incapacité, au moins à cette étape, que se construise politiquement un nouveau bloc des exploités et des opprimés autour d'une perspective de conquête du pouvoir pour eux mêmes. Cela a sa traduction immédiate dans la faiblesse des organisations politiques, associatives, syndicales de notre camp social. Ce ne sont pas seulement des faiblesses conjoncturelles ou d'ordre tactique. D'une part, il y a bien gestation de nouveaux mouvements sociaux (développés inégalement en fonction des pays ) qui à partir de leur terrain d'action font de la politique : mouvements écologistes, antiautoritaires, LGTB, cyber activistes, mouvement des chômeurs, mouvement antiraciste et une redéfinition en cours du mouvement des femmes mais la plupart de ces mouvements partiellement ancrés dans les nouvelles générations n'ont pas d'impact de masse structuré et pas toujours une implantation nationale. Ce sont des espaces qui se sont ouverts mais qui ne sont pas (encore ?) en prise avec des enjeux politiques globaux et sont à différents niveaux en défiance par rapport au mouvement ouvrier traditionnel et de la gauche classique. Et cette dernière est en réalité en profonde crise au-delà des apparences immédiates. Il y a un décalage extrêmement fort entre la nature sociale et démocratique des processus révolutionnaires mobilisant des millions de personnes et la capacité d'initiative et d'attraction de la gauche aussi bien réformiste que radicale. A l'échelle du monde arabe, la gauche a subi des défaites historiques et un recul profond dans la quasi-totalité des pays. Les processus révolutionnaires n'ont pas bénéficié d'une gauche implantée même si ses militants dans le travail de masse ont joué un rôle. Elles n'ont pas été perçues comme des forces motrices sur le terrain politique ni durant les premières phases du processus, ni ultérieurement. Certes en Egypte, le « courant populaire » a représenté la troisième force électorale et la campagne de tamarod a été portée par nombre de militants nassériens qui ont par ailleurs une présence réelle dans le syndicalisme indépendant. Mais le cours politique général de ce courant ne constitue pas un point d'appui à l'approfondissement du processus même dans l'optique de l'avènement d'une « solution politique » national progressiste qui romprait d'une manière partielle avec les politiques en cours. Pas plus que dans d'autres contrées le keynesianisme n'est possible, le nassérisme, y compris dans sa version gauche et civile a fait son temps. Ce qui apparaît est que ce courant peut jusqu'à un certain point être coopté, a une attitude plus qu'ambiguë vis-à-vis de l'armée qu'il soutient dans sa lutte « contre le terrorisme », a un programme social qui exclut toute stratégie de confrontation politique avec l'Etat profond, s'inscrit avant tout dans une démarche institutionnelle quitte à

s'appuyer et chercher à canaliser le mouvement de masse, freine l'émergence d'un syndicalisme combatif et démocratique, quand il ne reproduit pas à grande vitesse nombre de ses tares bureaucratiques, est profondément « opportuniste » sur la question des alliances. Le succès électoral passé traduit avant tout la réalité du niveau de conscience politique de larges fractions populaires luttant pour un état national qui a un visage social incarné, à tort ou à raison, dans l'expérience nassérienne mais c'est un fait qu'une influence électorale ne signifie pas nécessairement une influence organique, ni même la construction d'un parti de masse sensible à la radicalisation de la base. Nous sommes pas en face d'un courant « centriste » pour reprendre un vieux terme ou réformiste de gauche qui pourrait aller plus loin que son propre programme dans un contexte de radicalisation globale même si il faut évidemment différencier la base large, les militants de base, les jeunes et anciens cadres. Si il est juste de considérer ce courant comme une des expressions politiques du niveau actuel de développement du mouvement ouvrier et démocratique au sens large et que la construction d'une opposition ouvrière et populaire ne peut faire l'impasse de sa réalité, ce n'est pas pour autant un courant réellement stabilisé au-delà de la personnalité même de Sabbahi. De même en Tunisie, le FP n'arrive pas à incarner une troisième voie crédible, ni à se renforcer sur la durée. Cartel d'organisations plutôt que creuset unitaire ouvrant la possibilité de formation d'un nouveau parti radical, la ligne majoritaire a une démarche très pragmatique déconnectée d'une vision générale, stratégique d'une prise de pouvoir populaire (qui est en réalité peu élaboré ou inexistante). En réalité, une des grandes faiblesses de la gauche tient au fait qu'à partir des années 80 elle a substitué la perspective révolutionnaire (quelle que soit la compréhension donnée à celle-ci dans le contexte d'alors) à une vision démocratique défensive et un repli dans le travail de masse et associatif. La réalité de la répression et des rapports de force ont pesé. Ses directions concrètes (qui ne sont pas toutes jeunes) ont pour la plupart développé une conception très étroite de la lutte politique conçue comme lutte exclusive de partis et ne voit pas dans le mouvement de masse autre chose qu'un moyen de pression ou de contestation des politiques gouvernementales et non pas un point d'appui à l'auto organisation et l'auto émancipation. Elle reste rivée sur la question des « alliances politiques » en la séparant de la question de la construction d'une unité populaire sur des bases d'indépendance et de lutte de classes. Le FP dans le cadre du Front du salut national a sans doute brouillé au moins vis-à-vis de la fraction la plus politisée et la plus consciente son identité de gauche radicale opposé aussi bien aux islamistes qu'aux anciens partisans de Ben ali même si existait un large consensus pour virer el nahda. Il n'a pas su retenir les militants indépendants n'appartenant à aucune organisation dans nombre de régions. Ce qui apparait assez largement est la déconnection entre les luttes démocratiques et les luttes sociales et sans doute l'illusion nouvelle qu'il est possible, si existe une constitution assez démocratique, d'une victoire progressiste par les urnes. Cette division fonctionnelle entre lutte sociale, politique, institutionnelle est assez problématique. Elle aboutit par exemple à une acceptation de fait des lois de finance et budgétaires et d'une critique du gouvernement actuel plus en raison de sa composition que de la politique qui est menée entièrement sous injonction du FMI.

On retrouve la facette de la crise du facteur subjectif y compris dans la dynamique limitée des organisations de masse. Les syndicats (y compris indépendants en Egypte) ont du mal à s'enraciner dans le secteur privé et le prolétariat informel ou à organiser les chômeurs. Il y a eu un déplacement des forces en Egypte, un renforcement très limité en Tunisie mais pas de changement majeur de surface sociale ni intégration des forces révolutionnaires, en particulier les jeunes, les femmes et les couches précarisées du salariat, qui sont apparus. Là aussi, le rapport au politique est complexe. En Tunisie, l'UGTT n'est pas une force motrice de l'approfondissement du processus révolutionnaire mais reste arrimée à une stratégie de dialogue national visant à établir un cadre politique institutionnel où sa place comme partenaire social est reconnue. La question sociale reste surdéterminée par les enjeux de la stabilité politique, cette vision qui n'est pas récente correspond au fond au « conservatisme d'organisation » très cristallisé de l'UGTT et pas seulement du fait qu'elle doit réaliser des équilibres internes compte tenu de la diversité des opinions politiques de ses membres. Cette réalité adossé une stratégie de non politisation de la question sociale donne un caractère assez surréaliste au mot d'ordre d'un gouvernement de l'UGTT (et de ses alliés) mais en même temps, on ne peut faire l'impasse d'une classe ouvrière (ou plutôt de ses couches les plus stabilisés toute proportion gardée) organisé principalement en son sein. En Egypte, le syndicalisme indépendant, pour des raisons en partie objective (répression, faiblesse de moyens et de cadre, inexpériences...) mais aussi en raison des problématiques sectorielles et politiques qui ont présidé à sa naissance a du mal à développer un projet d'ensemble pour le monde du travail et les classes populaires

et à répondre à l'articulation entre lutte syndicale et lutte globale.

Les nouveaux mouvements (émergents) restent faibles et les anciens ne connaissent pas de croissance significative. Il n'y a pas d'afflux massif autour des cadres d'organisations de masse et politique alors que le niveau de mobilisation est sans égale malgré les phases de reflux et d'accalmie et que le niveau général de politisation a connu des avancées très importantes.. Il n'y a pas de changements qualitatifs dans les rapports à la société même si il y a une plus grande visibilité et activité de la gauche sociale et politique. En réalité les processus révolutionnaires posent en creux la question d'un nouveau projet d'émancipation qui reformule la question d'une prise de pouvoir populaire et les batailles politiques pour une hégémonie sociale et populaire sur lesquelles pèse le recul général des réflexions stratégiques. Il n'y a pas non plus un dépassement ( ni même une réflexion dans ce sens ) des formes d'action et d'organisation susceptible de sceller une unité d'action populaire dans un front démocratique révolutionnaire qui encourage une démocratie participative à la base. Le logiciel organisationnel des gauches reste classique, bâtie sur des versions pyramidales et centralistes qui ne collent pas ni aux formes d'activité du mouvement de masse dans « ses périodes révolutionnaires », ni au fait que les forces sociales ne se retrouvent pas nécessairement dans les cadres existants. Cela est vrai des organisations de masse et politiques à quelques exceptions près. Combinés à des orientations politiques pragmatiques avec des virages tactiques pas toujours compréhensibles à l'échelle des masses, les courants organisés, anciens ou nouveaux , butent sur la question des stratégies de lutte et des alliances nécessaires à l'approfondissement du processus révolutionnaire au-delà du soutien ou appels à la mobilisation. Elles n'apparaissent pas nécessairement comme des forces alternatives. Les courants plus radicaux, marqués pour beaucoup par une conception idéologique de la lutte politique et une surface sociale limitée sont confrontés aux mêmes difficultés. En réalité, l'articulation entre le contenu social et démocratique de la révolution reste largement indéfinie.

Dernier élément qui pèse tient dans *l'effondrement de l'internationalisme populaire*, militant qui ne permet pas d'identification au moins partielle au combat du mouvement ouvrier international (qui n'existe plus en réalité) à plus forte raison lorsqu'une bonne partie de la gauche reste travaillé par les conceptions campistes. Il y a sans doute au-delà des coordonnées générales de la crise du mouvement ouvrier traditionnel des raisons plus spécifiques qui tiennent à la longue prégnance des visions culturalistes, européocentristes et paternalistes avec un rapport non réglé aux questions coloniales et de la place des masses « arabes et musulmanes ». La faiblesse de la solidarité pratique et politique atteint un degré considérable avec un effet politique durable sur les possibilités de relance d'un nouvel internationalisme sans lequel on ne peut envisager un dépassement de la crise de la perspective révolutionnaire. Et ce dans un contexte où les processus de lutte dans cette région du monde questionnent potentiellement l'ordre capitaliste et impérialiste mondial par la remise en cause des systèmes politiques inféodés à ce dernier.

Cependant, malgré ce lourd passif lié à un héritage historique et à la cristallisation des rapports de forces passés, il y a un processus réel de constructions de nouvelles avant-gardes de luttes tant sur le terrain social que démocratique renouvelant potentiellement les bases d'appui des courants démocratiques révolutionnaires et de la gauche radicale. Celle-ci à son tour est confrontée à de nouvelles questions portées par le mouvement populaire et les exigences des luttes qui percutent son fonctionnement et ses conceptions traditionnelles, source potentielle d'un nouveau redéploiement au moins pour une partie d'entre elle. En réalité, la gauche militante est confrontée à un processus de réorganisation majeure dans des conditions à la fois nouvelles et difficiles. A cet étape, il est encore trop tôt pour apprécier les dynamiques possibles et dans quelle mesure la gauche saura occuper/inventer un espace indépendant et radical. L'enjeu est relativement clair : l'élaboration d'une politique active pour que se construise la force organisée en faveur de changements radicaux, surmontant les cristallisations passées et les limites des expériences actuelles. Mais cette politique active ne peut se réduire ou se confondre avec des « recompositions fermées » additionnant par défaut et d'une manière éclectique les forces de la gauche, issues d'une autre période historique et se limitant à elles, sans élaboration et clarté stratégique, et autour d'un agenda démocratique a minima (constitution démocratique, élections transparentes). Le défi est bien une « recomposition ouverte » partant d'une nécessaire reformulation en profondeur du contenu et des moyens d'un projet d'émancipation, de ses forces sociales, de la profondeur révolutionnaire de la question démocratique quand elle n'est pas réduite à des aspects institutionnels, de son articulation nécessaire à la question sociale. Cette recomposition ouverte implique plus qu'une pédagogie politique

propagandiste ou un soutien aux mobilisations mais la construction de repères politiques et sociaux, de formes d'organisation et d'action non institutionnelles, qui donnent une cohérence populaire et une perspective globale à la lutte radicale pour la dignité, la justice sociale et la démocratie. Elle implique en définitive la reconstruction politique d'un projet d'émancipation qui ne se noie pas dans les méandres tactiques de la transition politique ou une addition de résistances partielles et encore moins dans une conception du mouvement de masse comme support à une pression politique sur l'agenda des gouvernants.

**Lotfi Chawqui**

---